



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

N° : PA2026- 0662  
Date : 02 SEP. 2026  
Mis en ligne : 02 SEP. 2026

**Objet : Permis de stationnement**

**Lieu : Gymnase Léo Lagrange – Avenue Alfred Casile**

**Date : 5 septembre 2026**

N° d'acte : 3.5

Le Maire de Vitrolles,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et suivants lui conférant des pouvoirs généraux en matière de Police ;

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2122-1 et suivants ;

**Vu** le code de la voirie routière et notamment l'article L113-2 ;

**Vu** l'article L233-4 du code rural et de la pêche maritime ;

**Vu** l'article L123-29 du code du commerce ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 26-03 du 30 mars 2026 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume LECLERC, Directeur Général des Services, dans le cadre des activités d'occupation du domaine public ;

**Vu** la délibération du conseil municipal n° 24-225 du 12 décembre 2024 relative aux tarifs publics ;

**Considérant** la demande d'autorisation d'occupation temporaire de très courte durée du domaine public, en date du 24 août 2026, de Madame Emilie PUECH, résidant 7148 route de Saint Amans de Negrin à 81360 Montredon Labessonnié pour installer un foodtruck "Gourmandeaze" à l'occasion de la "Journée des Associations", aux lieu et date indiqués en objet ;

**Considérant** que l'occupation du domaine public est soumise à autorisation et redevance ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Madame Emilie PUECH - n° de Siret 513 825 133 000 20 - est autorisée à installer un foodtruck, Gymnase Léo Lagrange, avenue Alfred Casile, le 5 septembre 2026, de 8h00 à 19h00, à l'occasion de la "Journée des Associations". Le placement s'effectuera suivant les recommandations de l'équipe municipale.

### **Article 2**

L'autorisation est nominative, personnelle, précaire et révocable par l'administration territoriale. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle est valable uniquement pour les lieu et date définis à l'article 1.

### **Article 3**

Le demandeur devra restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

### **Article 4**

Le demandeur devra répondre aux obligations générales de sécurité et se conformer aux prescriptions ci-après :

- Garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours ;
- Maintenir un passage d'au moins un mètre quarante pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public.

**Article 5**

La titulaire de cette autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens immobiliers et s'engage à être à jour de sa police d'assurance dans le cadre de son activité.

**Article 6**

Le présent permis de stationnement est assujéti au paiement d'une redevance d'occupation du domaine public pour « emplacement sur le domaine public communal par fourgon aménagé ». Cette redevance est fixée à 28,62 € (vingt-huit euros et soixante-deux centimes) par jour, soit 28,36 euros, pour le 5 septembre 2026. Elle devra être acquittée dans un délai de 30 jours à réception du titre de recouvrement de la perception.

**Article 7**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8**

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Sous-Préfecture d'Istres,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Madame la Directrice de la Vie Associative et Participation Citoyenne,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice de l'Economie Emploi,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale.

**Guillaume LECLERC**  
Directeur Général des Service

